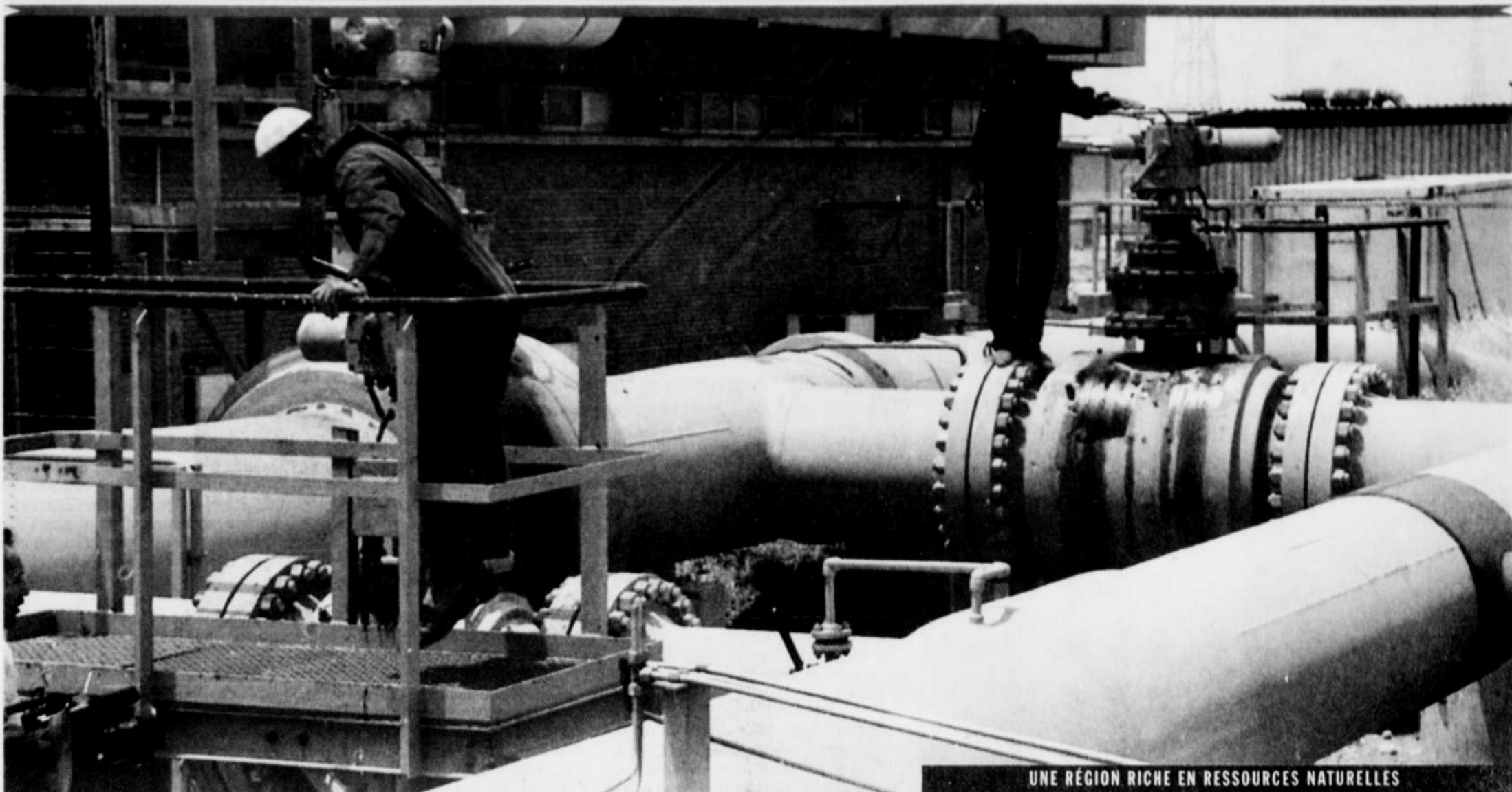


PLEINS FEUX SUR QUÉBEC: Landry voit un avenir brillant pour la région Page D 3
Le difficile rapatriement de la fonction « capitale » amorcé Page D 2

CONTEXTE



États-Unis et Russie: beaucoup d'intérêts en AFGHANISTAN

■ ISLAMABAD — L'obsession Oussama ben Laden et l'intervention sub-séquente en Afghanistan a peut-être relégué au second plan les intérêts des États-Unis envers l'Asie centrale, mais Washington doit tout de même garder un œil attentif sur l'échiquier, pendant que la Russie manœuvre ses pions. Au cœur de cette partie d'échecs sur la mappemonde: les ressources pétrolières de la mer Caspienne et des ex-républiques soviétiques.



Eric Moreault
EMoreault@lesoleil.com
ENVOYÉ SPÉCIAL AU PAKISTAN

Encore le pétrole (et le gaz naturel)! Les analystes ont souligné à profusion les véritables intentions américaines lors de la guerre du Golfe, en 1991. Si les États-Unis tenaient tant à bouter Saddam Hussein du Koweït et à lui régler son compte, c'était d'abord et avant tout pour protéger les précieux puits de la péninsule arabique.

Cette fois-ci, l'accès à l'or noir devient plus accessoire, estime Hasan Askari Rizvi, professeur à l'Université du Penjab. « Il ne fait pas de doute que leur principal objectif demeure la lutte au terrorisme, mais ils ne perdent pas de vue pour autant leurs autres intérêts », soutient l'analyste en politique et en défense. À savoir le commerce et la lutte au trafic de stupéfiants, mais, également, contenir les visées hégémoniques russes au nord et, surtout, l'influence chinoise à l'est: la frontière du géant borde celles du Cachemire et de l'Afghanistan.

Quel que soit le véritable motif des États-Unis, le général à la retraite Hamed Gul estime pour sa part qu'ils commettent une erreur stratégique dont les premiers bénéficiaires seront Oussama ben Laden et les Russes.

Si le « supervillain » est arrêté ou tué par la superpuissance, il deviendra un martyr et « des dizaines d'Oussama vont prendre sa place ». Dans le cas contraire, il va capitaliser. Moscou, de son côté, gagne sur tous les tableaux, prétend l'ex-chef des services secrets pakistanais, l'Inter-Services Intelligence (ISI), pendant la guerre soviéto-afghane.

Si les Américains se débarrassent de ben Laden et des talibans, les Russes pourront écraser sans pitié les mouve-

ments extrémistes islamistes au Turkménistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan pour des raisons de sécurité. Sinon, ils pourront se « consoler » en gardant le contrôle complet sur l'acheminement du pétrole et du gaz naturel vers la Russie par l'entremise du réseau qui date de l'époque des beaux jours de l'ex-URSS, une mainmise dont tentent désespérément de se libérer ces ex-républiques d'Asie centrale.

L'alliance de la Russie avec l'OTAN serait, de ce point de vue, beaucoup moins innocente qu'elle n'y paraît. Surtout qu'elle lui permettrait à long terme d'affaiblir la relation privilégiée entre les États-Unis et les pays européens et d'influencer leur politique extérieure respective, des Balkans à l'Asie centrale.

Moscou ne l'avouera jamais publiquement, mais elle a tout intérêt à ce que l'Afghanistan reste instable. Si la guerre civile qui y fait rage depuis plus de 20 ans arrive enfin à sa conclusion, la construction d'un pipeline qui relierait l'Asie centrale à l'Asie du Sud pourrait se concrétiser.

Depuis des millénaires avant Jésus-Christ, l'Afghanistan et Kandahar, le berceau des talibans, ont été au centre des routes commerciales en Asie. Bien que beaucoup plus récente, la volonté de les traverser pour acheminer les ressources énergétiques était présente avant l'arrivée au pouvoir des talibans. Elle y a même, en fait, contribué.

Ahmed Rashid, dans son livre « Taliban - Islam, Oil and The New Great Game in Central Asia », démontre

avec clarté et en contexte tous les enjeux géopolitiques et les ramifications financières des pays et des compagnies impliquées dans cette course aux pétrodollars.

En 1994, Bidas, basée en Argentine, finance une étude de faisabilité d'un pipeline pour le gaz naturel entre le Turkménistan et le Pakistan. Unocal, une compagnie américaine, s'associe au projet, mais ne tardera pas à tirer toute la couverture de son bord.

Dans les mois qui suivent, des pétrolières américaines intéressées aux ressources de l'Asie centrale et de la mer Caspienne intensifient leur lobbying à Washington. L'intérêt des politiciens pour l'Afghanistan passe de nul à obsessionnel. À cette époque, la situation est chaotique, les seigneurs de la guerre locaux règnent en maîtres.

La CIA, qui appuie déjà financièrement et stratégiquement les talibans par l'entremise du ISI pakistanais, va accroître son effort jusqu'à ce que les fidèles du mollah Mohammed Omar contrôlent 90 % du pays. La résistance de l'Alliance du Nord empêche le projet de se concrétiser. Mais, bien plus, les dénonciations par les féministes américaines du traitement réservé aux Afghanes et les attentats de deux ambassades américaines en Afrique, en 1998, attribués à ben Laden, vont mettre le projet sur la glace.

Temporairement. Ces ressources ne resteront pas longtemps sous-exploitées. Et pour les États-Unis, un projet de pipeline à travers l'Afghanistan permettrait de contourner l'Iran, même si Téhéran a adopté une attitude

plus conciliante ces dernières années. Il aurait aussi l'avantage de favoriser son nouvel allié, le Pakistan.

Sur le plan économique, le « pays des purs » pourrait ainsi rentabiliser le port de Gwadar, qui donne sur l'océan Indien (et donc la Chine), le golfe d'Oman et le golfe Persique. Et sur le plan pratique, régler ses problèmes d'approvisionnement énergétique.

Alors, à qui bénéficiera l'arrivée d'un nouveau régime stable en Afghanistan, mis à part les Afghans eux-mêmes et les pétrolières? D'un côté comme de l'autre, le Pakistan demeure celui qui risque le plus d'en profiter, à condition, bien sûr, que la situation ne dégénère pas à l'intérieur dans la foulée des événements. Car il aura une chance unique de régler une fois pour toutes sur la place internationale l'épineuse question du Cachemire, qui l'oppose à l'Inde depuis son indépendance, en 1947. Il pourra également retrouver un rôle central dans la dynamique des échanges en Asie et au Moyen-Orient.

D'autres pays y trouveraient tout de même leur profit. La situation de sa province musulmane de Xinjiang sera moins préoccupante pour la Chine. La Turquie pourrait renouer avec les Turkmènes de l'Afghanistan, avec qui elle partage des liens historiques et commerciaux. La Russie cesserait peut-être d'être hantée par le fantôme de sa défaite...

La lutte au terrorisme en fait une guerre contre l'islam, disent les Musulmans. En surface seulement. La religion n'est qu'un aspect de la réalité dans cette lutte de pouvoir et financière qui se déroule, comme souvent en réalpolitik, à l'échelle du globe.



Un travailleur ouvre un pipeline.

PLEINS FEUX SUR QUÉBEC

Un travail laborieux

Le difficile rapatriement de la fonction « capitale » est amorcé

Samedi 6 octobre : Vivre à Québec

Dimanche 7 octobre : Québec technologique

Mardi 9 octobre : Haute-ville, basse-ville

Mercredi 10 octobre : Québec s'internationalise

Jeudi 11 octobre : Le poids des immigrants

Vendredi 12 octobre : Ville de culture

► **SAMEDI 13 OCTOBRE : QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE**

Dimanche 14 octobre : Tourisme et sport

GILBERT LEDUC

GLeduc@lesoleil.com

■ QUÉBEC — « Traditionnellement, le bureau du premier ministre, à Québec, est un exemple de propreté. Il n'y a pas un papier dessus. À Montréal, il y a au moins un pied et demi de documents sur tous les espaces disponibles. C'est de là qu'il l'exerce, le pouvoir ! »

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, n'a pas encore eu la chance de comparer l'état des lieux de travail de Bernard Landry dans la capitale et dans la métropole.

Cependant, il roule sa bosse depuis suffisamment longtemps dans le monde politique pour savoir pertinemment que les premiers ministres ont pris l'habitude, au fil des ans, de tirer les ficelles du pouvoir à partir de leur bureau situé au 12^e étage du siège social d'Hydro-Québec à Montréal.

CHANGEMENT D'ATTITUDE

Les préjugés des ministres « mont-réalistes » à l'égard de leur coin de pays — « là où les choses se passent », proclament-ils — ne sont pas disparus, affirme le maire de Québec. Toutefois, à l'instar du président du Comité Québec Capitale et recteur de l'Université Laval, François Tavenas, il dénote un changement d'attitude de leur part.

« Le comité a rendu le gouvernement nerveux », affirme Jean-Paul L'Allier. Las d'entendre les plaidoyers ronflants des politiciens provinciaux pour une capitale forte, le Comité Québec Capitale a exhorté le gouvernement de passer de la parole au geste. Redorer le blason d'une capitale abandonnée par des gouvernements itinérants ou la déplacer à l'autre bout de l'autoroute Jean-Lesage.

« Si on n'avait pas bougé, on aurait assisté à la continuation d'une liquéfaction des pouvoirs politiques en direction de Montréal. On a réussi à freiner ce laisser-aller. Aujourd'hui, le gouvernement va y penser deux fois avant de déplacer un siège social d'un ministère ou d'un organisme », assure

Jean-Paul L'Allier qui déplore la panoplie d'exceptions permises par le *Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux*.

« Quand un gouvernement laisse place à beaucoup d'exceptions, c'est qu'il ne veut pas changer les statu quo », intervient le maire, qui aurait bien aimé que le gouvernement soit un peu plus « catégorique » sur la localisation des bureaux centraux.

Il a encore en mémoire la décision du gouvernement de construire une Grande Bibliothèque au coût de 90 millions \$ dans la cité de Pierre Bourque. « Il a donné une bibliothèque municipale à Montréal, dont les autorités, au fil des ans, ne s'étaient pas préoccupées de maintenir un réseau de bibliothèques publiques de qualité. Ce gros cadeau à la population de Montréal, on le paie tous. Ça n'a pas été le cas pour la bibliothèque Gabrielle-Roy, à Québec. »

Jean-Paul L'Allier ne milite pas nécessairement pour un regroupement de tous les ministères dans sa ville. Ce qu'il veut, cependant, c'est que les centres de décision y soient établis. « Que les centres de services soient là où il y a du monde, il n'y a aucun problème. D'ailleurs, le service aux citoyens ne doit pas être centralisé. »

Pour François Tavenas, la marche dans le désert du Comité Québec Capitale commence à porter ses fruits « mais on ne mettra pas le comité à la retraite pour autant », note le recteur. D'ailleurs, « le gouvernement n'est pas encore au-dessus de tout soupçon », fait-il remarquer, en soulignant que certains ministériels ont encore la

mauvaise habitude d'exercer leurs

« fonctions visibles » loin de la capitale. La nomination d'un ministre régional à plein temps en la personne de Rosaire Bertrand, la décision d'aménager un appartement de fonction du premier ministre dans l'édifice Price, l'établissement d'un bureau de la Caisse de dépôt et de placement à Québec et l'intensification prochaine des activités d'Investissement-Québec dans la capitale font partie des bons coups du gouvernement pour redonner les lettres de noblesse à la capitale, selon François Tavenas.

NÉGOCIÉ À QUÉBEC

Reste les négociations dans le secteur public. La dernière ronde de négociations a démontré, une nouvelle fois, que contrairement à ce que stipule la Politique relative à la capitale, Québec n'est pas le lieu où se négocient les ententes et les conventions collectives de travail entre l'État et les acteurs patronaux et syndicaux.

Tous les échanges sectoriels dans la santé et les services sociaux et dans les collèges ont eu lieu dans la métropole. La raison est simple, affirme-t-on au gouvernement, les syndicats et les associations patronales ont pignon sur rue à Montréal.

« C'est un cercle vicieux. Les syndicats et les patrons sont à Montréal parce que le gouvernement et ses négociateurs sont à Montréal », souligne Jean-Paul L'Allier qui n'a pas manqué de rappeler qu'au moment où il exerçait les fonctions de ministre de la Fonction publique, au début des années 70, il était impensable que les négociations se déroulent ailleurs que dans la capitale. « Mon successeur, Jean Cournoyer, un ministre montréaliste, a jugé, lui, qu'il était plus commode de négocier à partir de la métropole. À partir de là, tous les acteurs ont démenagé leurs pénates. »

Pour François Tavenas, le retour du cirque des négociations dans la capitale est imminent. « Nous avons un engagement verbal de l'ex-ministre régional, Paul Bégin, à cet effet. »

Au Conseil du trésor, le porte-parole du ministre Sylvain Simard, Nicolas Girard, signale qu'aucune décision n'a encore été prise quant à la prochaine ronde qui devrait s'amorcer au printemps.

Il a déjà été évalué qu'il en coûterait 1,2 million \$ pour démenager à Québec le Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux.



La décision d'aménager un appartement de fonction du premier ministre dans l'édifice Price fait partie des bons coups du gouvernement pour redonner les lettres de noblesse à la capitale, selon le président du Comité Québec Capitale et recteur de l'Université Laval, François Tavenas.

Québec, siège social de 60 % des organismes gouvernementaux

■ QUÉBEC — Québec, la capitale, est le chef-lieu de la plupart des ministères du gouvernement. Elle constitue aussi le siège social de près de 60% des 163 organismes gouvernementaux. Enfin, elle est le lieu de travail de 35 000 des 105 000 employés des ministères et organismes.

Capitale dans toute la force du mot ou simple capitale sur papier, la polémique entourant la place de Québec sur l'échiquier politique et administratif de la province alimente le débat public depuis des années.

Il s'en trouve toujours pour signaler que si Québec était une vraie capitale, l'Office de langue française y aurait son siège social. Tout comme la Régie du logement, la Bibliothèque nationale du Québec, Héma-Québec ou la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Et Télé-Québec y aurait, à tout le moins, un bureau.

À l'instar d'une trentaine d'autres créations du gouvernement du Québec, ces organisations ont pignon sur rue à Montréal.

Or, selon un relevé de la Commission de la capitale nationale (CCN), 58% des 163 organismes gouvernementaux ont leur siège social sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec (CUQ). De ces 163 organismes, 136 ont une zone de rayonnement dite nationale. Leur répartition géographique est la suivante : 62,5% dans la CUQ, 33,1% dans la Communauté urbaine de Montréal et 4,4% dans les autres régions du Québec.

Dans le cas des bureaux centraux des ministères, ils se trouvent, pour la plupart, dans la capitale bien que la CCN fasse remarquer que cinq ministères — la Famille et l'Enfance, les Relations avec les citoyens, le Revenu, la Sécurité publique et le Travail — comptaient, dans la métropole, sur la présence d'un plus grand nombre de gestionnaires qu'à Québec.

Les ministères et les 163 organismes gouvernementaux employaient, au 31

ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

45 sur 136 à Montréal

Un récent relevé effectué par la Commission de la capitale du Québec indiquait que parmi les 136 organismes gouvernementaux dont le rayonnement est national, un total de 45 avaient pignon sur rue à Montréal au 31 mars 2000.

ORGANISMES CONSULTATIFS
4 sur 19 à Montréal

- Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services de santé en langue anglaise.
- Commission des partenaires du marché du travail.
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre.
- Conseil des relations interculturelles.

ORGANISMES DÉCISIONNELS
16 sur 36 à Montréal

- Comité d'accréditation des associations d'élèves et d'étudiants.
- Comité de révision de l'aide juridique.
- Commission de la construction du Québec
- Commission de protection de la langue française.
- Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs.
- Commission des transports du Québec.
- Commission des valeurs mobilières du Québec.
- Office de la langue française.

- Régie de l'énergie.
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.
- Régie du bâtiment du Québec
- Régie du cinéma.
- Régie du logement.
- Tribunal des droits de la personne.
- Tribunal des professions.
- Tribunal du travail.

ORGANISMES D'INTERMÉDIATION
5 sur 24 à Montréal

- Commissaire aux plaintes en matière de santé et des services sociaux.
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
- Conseil des services essentiels.
- Conseil d'évaluation des technologies de la santé.
- Ordre des sages-femmes du Québec.

ORGANISMES DE GESTION
20 sur 57 à Montréal

- Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse.
- Bibliothèque nationale du Québec.

- Commission des services juridiques.
- Curateur public.
- Fonds d'aide aux recours collectifs.
- Fonds de recherche en santé du Québec.
- Héma-Québec.
- Hydro-Québec.
- Institut de recherche en santé et sécurité du travail.
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.
- Office franco-québécois pour la jeunesse.
- Société d'investissement Jeunesse.
- Société de développement des entreprises culturelles.
- Société de télédiffusion du Québec.
- Société des alcools du Québec.
- Société des loteries du Québec.
- Société générale de financement du Québec.
- Société nationale du cheval de courses.
- Société québécoise d'assainissement des eaux.
- Société québécoise d'information juridique.

mars 2000, 105 191 personnes, soit 55 922 dans les organismes et 49 269 dans les ministères. Il y en a 35 000 à Québec, 32 000 à Montréal et 37 000 dans les autres régions de la province.

Dans les ministères, 43% de l'effectif se trouvait sur le territoire de la CUQ alors que ce pourcentage n'était que 25% pour les organismes gouvernementaux.

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

Dans la foulée de la Politique relative à la capitale, le gouvernement adoptait, en 1998, un *Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux* qui doit guider l'État dans la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des

organismes gouvernementaux. Ce cadre de référence ne vise pas à corriger les erreurs du passé ou à forcer le démenagement de sièges sociaux de Montréal à Québec, mais « davantage à baliser les décisions qui seront prises dans l'avenir », précise-t-on.

Le cadre de référence regroupe, en quatre catégories, les 136 organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale : les organismes consultatifs (les conseils et les comités consultatifs), les organismes décisionnels (les tribunaux administratifs et les régies), les organismes d'intermédiation (les commissions) et les organismes de gestion (les sociétés d'État et les offices).

Selon le cadre de référence, les trois premiers types d'organismes doivent avoir leur siège social dans la capita-

le. Il en va également pour les offices de tout acabit. Quant aux organismes de gestion, il est prévu qu'ils « peuvent avoir leur siège social ailleurs que dans la capitale ».

Selon le *Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux* réalisé par la CCN, à peine 53% des organismes décisionnels ont pignon dans la capitale. Ce pourcentage est de 80% pour les organismes consultatifs et les organismes d'intermédiation.

Pour ce qui est des organismes de gestion, 56% d'entre eux logeaient à Québec. Toutefois, les sociétés d'État les plus importantes, comme Hydro-Québec, la Société des loteries du Québec, la Société des alcools du Québec,

la Société de télédiffusion du Québec et la Société générale de financement du Québec ont leur siège social dans la métropole.

« En raison de la nature de leurs activités et de l'environnement professionnel ou technique dans lequel elles évoluent, les sociétés d'État ont des pratiques qui les rapprochent davantage des entreprises qui leur sont périphériques, de leurs fournisseurs, de leurs clientèles les plus importantes et de leurs concurrents, que de l'État qui en est l'actionnaire », explique le cadre de référence.

« En conséquence, le siège social d'une société d'État sera localisé à l'endroit le plus avantageux pour elle, que ce soit dans la capitale ou ailleurs sur le territoire. »

Le gouvernement soutient également qu'il faut tenir compte de situations particulières et ne pas hésiter à faire des exceptions au cadre de référence.

Il cite l'exemple de la Grande Bibliothèque qui verra le jour à Montréal plutôt qu'à Québec parce que la Bibliothèque nationale y a vu le jour et s'y est développée. C'est le cas aussi de la Société de télédiffusion du Québec qui profite de l'environnement culturel de la métropole et de la proximité des autres sociétés de production et de diffusion.

LA CAPITALE... NATIONALE !

Capitale ou capitale nationale. Le débat entourant la dénomination de Québec a suscité des débats passionnés dans les camps souverainiste et fédéraliste. Le mot « nationale » en dérangeait plus d'un, notamment au gouvernement fédéral.

Par contre, l'utilisation de l'expression « capitale nationale » ne suscite pas la controverse dans la population en général. En effet, un sondage SOM réalisé pour LE SOLEIL montre que 69% des résidents de l'agglomération métropolitaine de Québec sont d'accord avec l'étiquette « nationale » de leur patelin.

À l'autre bout de l'autoroute Jean-Lesage, les Montréalais ne sont pas of-fusqués. Le niveau d'approbation est de 61%. G.L.

PLEINS FEUX SUR QUÉBEC

Landry prédit un avenir brillant

Nouvelle économie et souveraineté seront les moteurs de développement de la capitale, dit le premier ministre

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Lorsqu'il se penche sur sa boule de cristal, Bernard Landry prédit que Québec ne pourra plus jamais être tirée par le monde des fonctionnaires. La locomotive s'appelle désormais « haute technologie ».

C'est ce qu'indique en entrevue le premier ministre et leader du Parti québécois, une opinion que partagent sans équivoque sans consulter le libéral Jean Charest et l'adéquiste Mario Dumont. Bernard Landry n'a jamais été avare de qualificatifs pour Québec. En 1988, l'universitaire qu'il est parlait déjà de la « capitale nationale » dans la chronique qu'il signait dans les pages du SOLEIL.

À ses yeux, l'avenir pour « cette ville que j'aime » est brillant. M. Landry distingue deux secteurs qui propulseront Québec en avant. Il y a d'abord la nouvelle économie.

« Je pense qu'il y aura une explosion économique à Québec, avance Bernard Landry. Deux ou trois EXFO et la région n'est plus la même. Quelques découvertes et Eterna devient plus gros que BioChem Pharma. »

L'autre élément est de nature purement politique. L'accession à l'indépendance entraînerait notamment l'implantation d'ambassades, ne manque pas de souligner M. Landry.

Il ne se hasarde pas à mettre un chiffre sur le nombre de corps diplomatiques qui seraient attirés ici. Mais, suggère-t-il, il y en aurait suffisamment pour développer la ville, notamment son aéroport.



Quand il est question de Québec, Bernard Landry se fait lyrique. « J'y ai vécu quand j'étais jeune. J'ai deux de mes trois enfants qui sont nés là. J'aime la ville physiquement. Je suis les activités culturelles. Je vais au Grand Théâtre. Je suis les expositions dans les musées. Et puis, je marche sur les Plaines. Tous les matins. »

Le politique et le « technologique » ne sont pas sans lien, affirme le premier ministre. « Nous serions encore plus loin (dans le développement du créneau du hi-tech) si nous étions souverains. » Le gouvernement fédéral a tout fait, plaide M. Landry, pour « traîner la technologie à Ottawa ». Il en a pour preuve le fait que c'est du côté ontarien de la rivière Outaouais que sont implantés une cinquantaine de centres fédéraux de recherche.

Il lui faut aussi contempler la possibilité qu'il n'y ait pas de modification constitutionnelle. Les changements découlant de décisions politiques seraient alors modestes à Québec.

Le chef du gouvernement n'évoque que du bout des lèvres l'idée de transférer les sièges sociaux de sociétés d'État de Montréal vers Québec. Il y a tout de même un projet où l'État semble appelé à plonger bientôt, peut-être seul. « Je pense à Place Québec. »

MONDE DE FONCTIONNAIRES

Quelles que soient les visions des chefs politiques présents à l'Assemblée nationale, le monde des fonctionnaires apparaît comme une assise économique solide pour Québec. Les 35 335 fonctionnaires « sont là pour rester », convient Mario Dumont, dont l'Action démocratique du Québec prône une réduction de l'appareil étatique.

« Mais quand on parle de développement... Si les années 60 ont amené un développement (de la fonction publique) qui n'a pas de comparable, (...) les personnes qui travaillent dans le parc technologique sont totalement dans un autre monde. La jeune génération en est consciente. Elle ne s'attend pas à ce que la fonction publique soit le seul moteur de Québec. »

Le gouvernement fédéral a tout fait pour « traîner la technologie à Ottawa », plaide le premier ministre

Le meneur du Parti libéral du Québec est loin de prêcher pour une augmentation de la fonction publique. Mais Jean Charest est le leader qui entretient le plus d'espoirs pour des projets à caractère public. Certains se traduiraient par l'érection de bâtisses. Selon lui, la capitale est bien placée pour accueillir des organismes internationaux.

En outre, le rattachement à la fédération canadienne peut bénéficier à Québec, insiste-t-il. Sa formation politique caresse le projet de fonder un Centre de la francophonie des Amériques, pour renforcer « les liens entre les francophones du Canada et des États-Unis ».

Côté investissement public, M. Charest suggère

re sans en préciser la nature qu'il en faut pour l'aéroport. Il mentionne que le projet de TGV (train à grande vitesse) reliant Québec à Windsor, en passant par Montréal, lui semble « mûr », une opinion avec laquelle il entre en désaccord avec Bernard Landry.

À mots couverts, les élus suggèrent que le faible nombre de ressortissants de l'étranger à s'établir ici apparaît comme un des talons d'Achille de la région. Ironiquement, c'est la fonction publique, souvent mal-aimée des partis politiques, qui revient comme un des moyens de corriger le problème.

Jean Charest fait remarquer que plus de 40% des fonctionnaires seront à la retraite d'ici une dizaine d'années. Leur remplacement représente une occasion en or d'ouvrir la porte aux membres des communautés culturelles, eux qui ne constituent que 1,2% des serviteurs de l'État. « C'est une véritable défaillance du secteur public », soutient d'ailleurs l'adéquiste Dumont à propos de leur faible représentation.

Mais il ne faut pas penser à des programmes dits de « discrimination positive », où les postes sont réservés à des ressortissants de communautés culturelles. « Je ne suis pas amateur de quotas », déclare Bernard Landry.

Mario Dumont considère que le secteur de la haute technologie contribuera à la diversité ethnique. « Quand on parle de biotechnologies, c'est une très belle occasion d'aller chercher une diversité culturelle. »

Dans le domaine des hautes technologies, explique-t-il, quel que soit l'endroit où se trouvent les entreprises, les salaires et les bureaux sont semblables. Ce qui fait la différence, c'est l'environnement. « Le fait qu'il n'y ait pas de trafic sur les routes, que la criminalité soit peu élevée » sont à inscrire à l'actif de la région. « Québec est dans une position unique. »

Si l'immigration améliorera le tissu social de la région, cela n'a rien à voir avec un prétendu manque culturel, laissent entendre les chefs. S'il est un point fort de la capitale, c'est bien celui-là.

Le libéral Jean Charest croit que cela « touche à l'âme même de la ville ». Musées et manifestations d'envergure, spectacles et théâtres, « avec ce qui se fait à Québec, j'ai de la misère à dire que Québec est sur une mauvaise trajectoire », commente avec un brin d'ironie l'adéquiste Mario Dumont.

Bernard Landry se fait lyrique au sujet de la ville où il a maintenant un appartement de fonction. « J'y ai vécu quand j'étais jeune. J'ai deux de mes trois enfants qui sont nés là. J'aime la ville physiquement. Je suis les activités culturelles. Je vais au Grand Théâtre. Je suis les expositions dans les musées. Et puis, je marche sur les Plaines. Tous les matins. »

La région se cherche encore un patron

■ QUÉBEC — La région de Québec est sans véritable « patron », sans un parrain politique qui s'impose et en impose à tous, affirment plusieurs observateurs et acteurs de la scène régionale. Et ça lui manque, enchaînent la plupart d'entre eux.

« Dans les années 1960 et 1970, Québec avait un maire fort, Gilles Lamontagne, un ministre provincial fort, Raymond Garneau, et un ministre fédéral fort, Jean Marchand, résume un ancien député de Pierre Elliott Trudeau. Les dirigeants politiques d'ici étaient très influents au sein de leurs gouvernements. »

Québec est en perte de pouvoir, accusent les nostalgiques. Québec est à rebâtir un nouveau leadership, répondent les autres. Le débat est ouvert.

Le sondage SOM effectué pour LE SOLEIL en septembre montre d'ailleurs que les résidents de Québec ne sont pas certains du leadership politique exercé par la capitale nationale. Seulement 41,3% estiment que Québec en exerce davantage que Montréal. Et 52,7% estiment que c'est la métropole qui mène le bal. Les Montréalais sont d'accord : 53,5% estiment que c'est leur ville qui a le plus de leadership politique au Québec.

Il faut reconnaître que l'étoile politique des élus de la capitale ne brille plus aussi fort qu'auparavant.

Du côté d'Ottawa, Gilbert Normand est le seul ministre à l'est de Trois-Rivières. Mais sa circonscription gravite autour de Montmagny. Au printemps, trois libéraux (dans Louis-Hébert, Québec-Est et Portneuf) ont battu autant de bloquistes, mais aucun n'a pu entrer au Conseil des ministres.

Et depuis, Jean Pelletier a quitté le cabinet de Jean Chrétien, privant Québec d'un interlocuteur solide à Ottawa. « Rien ne se passait à Québec sans qu'il ne soit au courant », relate un organisateur du Parti libéral du Canada.

Du côté provincial, ils sont nombreux à pointer le fait que Bernard Landry, malgré sa décision appréciée d'aménager un appartement de fonction à Québec, a un réseau d'influence montréalais. Sa garde rapprochée n'est pas de Québec. En outre, les ministres Gilles Baril, Pauline Marois, Louise Beaudoin et Sylvain Simard sont de la zone métropolitaine ou de l'Outaouais.

Au municipal, le maire Jean-Paul L'Allier récolte une bonne note. Le hic, c'est qu'il faut attendre novembre pour savoir s'il sera élu à la tête de la nouvelle ville fusionnée.

Pour bien des interlocuteurs, le manque de direction politique s'incarne dans des projets qui n'en finissent pas d'aboutir. Les tribulations qui ont amené Québec à investir seul dans le réaménagement du zoo et de l'aquarium sont citées en exemple.

FAIBLE DE SES DIVISIONS

Roland Arpin, un des sages de la haute fonction publique québécoise, trouve « incroyable » que des projets qui se régèraient « en deux ou trois chèques » traînent une petite éternité. M. Arpin a été nommé président de la corporation chargée d'organiser le 400^e anniversaire de Québec. Il a retrouvé sur son bureau le projet des « nouvelles casernes ». « À ma première participation à un comité interministériel, il y a 25 ans, il était déjà à l'ordre du jour. »

François Boulay, l'ex-président de la Chambre de commerce de Sainte-Foy, est un de ceux qui ont attaché le grelot pour dénoncer et bloquer le démenagement vers Montréal de sièges sociaux de sociétés d'État comme Rexfor. Le mouvement a donné naissance à la mise sur pied du Comité Québec Capitale.

« Ce qui m'énerve, c'est la pensée unique, explique-t-il. Il n'y a pas d'esprit critique dans la région, sauf des bouffonneries à la André Arthur. Pour le Centre de foires, nous nous sommes fait dire de nous taire parce que ce n'était pas dans notre patelin. Ce qui m'a le plus halluciné, c'est qu'à chaque fois que tu touches à quelque chose qui ne relève pas de ton rôle, on est prêt à te fustiger. »

M. Boulay se rabat sur un point positif. « Quand les intérêts sont communs, les gens peuvent s'asseoir ensemble. » Maintenant président du Carrefour international de théâtre de Québec, il note que M. L'Allier n'a pas hésité à s'exprimer dans le dossier du zoo, même si cette attraction touristique n'est pas dans sa ville. « Auparavant, il n'en parlait pas. »

NOUVEAU LEADERSHIP

C'est là que la donne est en changement. Madeleine Nadeau a présidé jusqu'à récemment le Conseil régional



de développement de Québec (CRD). L'absence de parrain politique à Québec et Ottawa a provoqué l'émergence d'un leadership nouveau, laisse-t-elle entendre.

« Des personnes bénévoles drivent aussi la région vers des objectifs. Qu'on l'aime ou pas. François Tavenas », recteur de l'Université Laval et président du Comité Québec Capitale, « assume un leadership ». En fait, cette prise en charge est suffisamment forte par les groupes de pression pour que « ça heurte des élus. Des ministres, en particulier, pensent que tout doit passer par eux. »

Serge Belley, professeur en administration publique locale et régionale à l'ENAP, abonde dans le même sens. « Il se fait des choses, mais elles concernent un plus grand nombre d'acteurs », analyse-t-il en citant l'influence du GATIQU, du Comité Québec Capitale ou du CRD. « C'est un leadership politique qui ressemble de plus en plus à de la gouvernance régionale. Le pouvoir s'est reporté ailleurs. »

Hélène Scherrer, la députée libérale fédérale élue en 2000 dans Louis-Hébert, se demande toutefois si cela sera suffisant. « M. Tavenas gêne très

bien ses dossiers. Mais sur le terrain, chacun est roi dans son royaume. Je ne vois pas quelqu'un qui tient le parapluie pour tout le monde. »

ESPOIR

De ce point de vue, la création de la nouvelle ville de Québec apparaît comme un atout politique, quel que soit le prochain maire. « Les candidats en lice (Jean-Paul L'Allier et Andrée Boucher) ont fait étroite leur ville », commente un mandarin de la fonction publique. « Le gagnant va continuer de le faire. »

François Boulay, qui n'est pas encore convaincu du bien-fondé des fusions, se console en disant que « le futur leader ne pourra plus dire que c'est le voisin qui bloque. »

Le ministre Gilbert Normand qui avait soulevé un tollé en déplorant le manque de solidarité dans la région, en 1999, n'a pas changé d'idée. Selon lui, l'aquarium est un bon exemple d'un dossier qui n'aurait pas dû prendre tant de temps pour se régler finalement sans Ottawa. « Peut-être que les fusions vont changer les choses. Le futur maire ou la future mairesse aura un rôle de leader à jouer. »

La députée fédérale Scherrer se réjouit des fusions. « Ça va raviver le feu sacré. Ça va forcer les gens à jouer un nouveau rôle. »

DES ATTENTES ÉLEVÉES

Les attentes sont élevées face au gouvernement Landry. « Ce que je trouve, rapporte Madeleine Nadeau, c'est que les investissements publics sont faibles. » Selon un relevé effectué par la revue Commerce, Québec ne prévoyait accueillir, en décembre, qu'un seul des 15 plus grands chantiers prévus pour la province. L'universitaire Serge Belley rappelle les engagements de Lucien Bouchard à son arrivée au pouvoir : atteindre le déficit zéro et relancer l'économie de Montréal. Il suggère qu'il ne faut pas oublier Québec.

« Je suis prêt à admettre que Montréal a besoin d'un coup de pompe, déclare Roland Arpin. Mais ce doit être Québec et Montréal. Or, quand on demande qu'on s'occupe de nous, nous avons l'air des bourgeois de Québec! »

Officiellement, les personnes contactées ne s'aventurent pas à dire qu'il faut à Québec un ministre catégorie poids lourd. Pour certains, Jean Rochon ou Paul Bégin, qui ont été successivement ministre responsable de la capitale, étaient « pesants », mais avaient trop de responsabilités pour s'occuper convenablement de la capitale.

L'arrivée en juin du nouveau titulaire de la capitale, Rosaire Bertrand, est bien perçue. François Tavenas se félicite qu'il n'ait qu'un seul portefeuille. Gilbert Normand entrevoit un déblocage : « Je le considère plus pragmatique » que ses prédécesseurs.

Le principal intéressé, Rosaire Bertrand, est confiant. Il s'élève contre ceux qui estiment que la région a perdu de son influence politique. MM. Rochon et Bégin faisaient le poids, avance-t-il. En haute technologie et en tourisme notamment, « la région a totalement changé. »

M. Bertrand voit un signal important dans la nomination de Michel Lambert au poste de secrétaire associé au Conseil exécutif. Cela équivaut, estime-t-il, à lui confier un sous-ministre en titre.

« Je n'ai aucun complexe, insiste-t-il. Je pense exercer un leadership fort. Les gens diront que je suis un poids lourd au cabinet quand j'aurai réglé des dossiers. Mais j'ai besoin d'un peu de temps. » M.C.

ÉDITORIAL

Président et éditeur ALAIN DUBUC

Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR

Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON

Le docteur Martin est demandé

Les obligations d'épargne du Canada rapporteront en 2002 le plus faible taux d'intérêt de leur 55 ans d'histoire, un maigre 1,8%, un point sous le taux d'inflation. Des jardins prévenant pour sa part cette semaine ses clients que leur prochain relevé de placements montrerait un recul et les enjoignait au calme, devant la tentation de poser des gestes précipités. Les bulletins d'information font par ailleurs état des pressions qui s'exercent sur les régimes de retraite. Aux inquiétudes pour la sécurité physique engendrées par les attentats du 11 septembre, les ripostes, le risque de terrorisme bactériologique, les menaces de nouveaux attentats, les fausses alertes, s'installe de plus en plus une insécurité financière dans les couches de la population actuellement dépendantes de diverses sources de revenus de placements ou qui le deviendront sous peu.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

L'anxiété qui mine, pour des raisons diverses, nombre de citoyens depuis un mois est sans doute le principal effet collatéral de cette guerre bizarre dans laquelle nous sommes tombés sans avertissement. La santé de nos économies repose sur la confiance dans l'avenir. Lorsque celle-ci s'écroule, notre système devient déboussolé. Les grands agents économiques réagissent émotivement; les petits épargnants ne savent plus quoi penser, quoi faire et paniquent pour leurs lendemains. La psychose collective a fait bouler de neige au cours de cette semaine.

Toutefois, des éléments rassurants se dégagent peu à peu. La coalition des pays engagés dans l'offensive antiterroriste, montée par George W. Bush, est solide. Bush lui-même est méthodique, pro-actif sur tous les plans à la fois, tant économiques que militaires. Nos gouvernements au Canada et au Québec ont aussi déployé un arsenal de mesures. Beaucoup a été fait pour assurer notre sécurité physique. Il ne manque toujours que des interventions majeures, solennelles, du ministre des Finances, Paul Martin, pour guider gouvernements provinciaux, institutions financières et particuliers sur les stratégies à suivre. L'important capital de crédibilité dont il jouit à travers le Canada lui a permis de rallier les Canadiens autour du défi d'éliminer la pratique des déficits annuels. Il doit maintenant utiliser cette crédibilité pour amener les citoyens à travailler dans la même direction pour stabiliser l'économie et les finances personnelles. Une rencontre fédérale-provinciale, un discours sur le budget — ou au minimum une déclaration ministérielle élaborée aux Communes — s'imposent.

Les acteurs des marchés financiers envoient présentement des messages différents, parfois contradictoires. Les récents encouragements à l'épargne ont été remplacés par des incitations à la consommation pour stimuler la production de biens, freiner la hausse du chômage, mais en même temps les mises à pied s'ajoutent. Le consommateur reste donc prudent, d'autant plus qu'un point d'interrogation plane maintenant au-dessus des baisses d'impôt promises. Au Québec, le gouvernement Landry, invoquant maintenant la doctrine de Keynes, accélère les investissements publics dans le but de pallier au ramollissement du secteur privé. Ottawa fera-t-il de même? Il faut le savoir.

Les courtiers, de leur côté, tentent évidemment de convaincre de saisir les occasions exceptionnelles d'achat qui s'offrent sur des titres temporairement sous-évalués.

Comment prendre des décisions éclairées sans connaître la stratégie économique et budgétaire nationale? La ministre québécoise des Finances, Pauline Marois, présentera par ailleurs un nouveau budget dans un mois. Certains de ses collègues d'autres provinces devront sans doute l'imiter et devancer eux-aussi leurs discours sur le budget, en raison d'une chute de leurs revenus. Les groupes de pression s'activent déjà pour que M^{me} Marois relève les dépenses sociales! Il revient au ministre des Finances du Canada de donner le ton sur les orientations générales à suivre en temps de crise. Les Canadiens ont besoin d'un thérapeute pour soigner leur insécurité financière. Le docteur Martin est demandé au bloc opératoire.



CARREFOUR DES LECTEURS

La recette pour obtenir un emploi bien rémunéré

Vous n'avez aucun diplôme pertinent à l'emploi? Vous n'avez aucune expérience dans le domaine relié à l'emploi? Vous avez fait faillite et êtes sans le sou? Y a rien là!

Vous voulez décrocher un emploi de cadre supérieur, avec salaire approchant 100 000 \$ par année? Rien de plus facile! Faites-vous «défaire» comme candidat péquiste dans une élection et, dans moins de deux mois, on vous fournira un tel emploi! Au besoin, même s'il n'existe pas de poste vacant, on en créera un spécialement pour vous!

Demandez la recette à monsieur Claudel Toussaint, candidat péquiste défait dans Mercier; il vous la refilera sûrement! Quelqu'un pourrait-il nous dire ce qui fait d'un ancien attaché politique en matière de communautés culturelles, détenteur d'un on ne sait quels diplômes, un «candidat» qualifié pour devenir du jour au lendemain un «expert» en habitation pouvant mériter un poste de vice-président à la Société d'habitation du Québec?

Quel gaspillage d'honneur de fonds publics et quelle insulte pour les contribuables! On se demandera ensuite pourquoi on doute de l'efficacité des hauts fonctionnaires! S'il sont tous nommés selon ce processus de sélection, on comprend aisément pourquoi.

Lorsqu'on connaît tous les dédales, les délais, les concours que doit traverser toute personne tentant de se trouver un poste, ne serait-ce que de technicien ou agent de bureau, dans la fonction publique, une telle nomination partisane est encore plus inacceptable!

Il est sûrement à souhaiter que les milieux concernés, syndicats, cadres de la fonction publique, opposition, exigent du ministre responsable de SHQ qu'il rende compte d'une telle aberration et essaie de nous justifier cette nomination!

Gilles B. Tremblay
Sainte-Foy

Quand les hommes vivront d'amour

Quand les hommes vivront d'amour, il n'y aura plus de misère.... Ces paroles

de la célèbre chanson de Raymond Lévesque ont une nouvelle résonance en cette période troublée par les événements du 11 septembre dernier.

Les informations ont souligné l'éloquence et la détermination de Tony Blair, devenu le nouveau porte-étendard de la guerre au terrorisme. Une guerre d'un genre nouveau qui fait quand même appel à tout l'arsenal militaire traditionnel des Américains et des Britanniques. On gèle les avoirs de Ben Laden et de tous ceux soupçonnés de terrorisme. On s'efforce de couper leurs sources de ravitaillement, de les affamer, pour les rendre inefficaces. C'est là le discours officiel.

On répond à la violence par une violence qui voudrait se donner bonne conscience. Une violence qui se cache derrière un masque de justice. Et voilà que la riposte militaire est commencée. Comment nous, sociétés riches, pourrions-nous accepter que nos valeurs, notre système économique, notre bien-être matériel soient menacés par des «terroristes» cachés dans des pays de famine!

De quoi est-il question dans cette guerre que les événements du 11 septembre nous poussent à déclencher? De préserver nos valeurs, nos biens, nos privilèges, notre quiétude, notre confort, notre sécurité; de préserver notre pouvoir, notre domination. De continuer à vivre dans la richesse et l'abondance, à maintenir nos privilèges quand la majorité des habitants de cette planète vivent dans la misère. De continuer à exploiter aveuglément, ce bien commun, la Terre, pour notre seul profit, celui d'une petite minorité. Aurons-nous l'humilité et la sagesse suffisantes pour nous arrêter un instant et constater que les agressions du 11 septembre sont un coup au cœur pour chacun d'entre nous, un coup pour sonner le réveil à l'autre que nous ne pouvons plus ignorer, à l'autre partie de nous-mêmes qui sait que c'est uniquement dans l'amour et le partage que la paix indispensable au bonheur est possible?

Jacques Bussiére
Québec

Investir dans la mort

Le gouvernement péquiste, par la bouche de sa ministre de la Santé, Agnès Maltais, injecte une aide additionnelle de plus de 3 millions \$ dans le réseau

public pour permettre l'accès gratuit à l'avortement. Elle assure que son but n'est pas d'augmenter le nombre d'avortements, mais de rendre ces services plus accessibles dans toutes les régions du Québec. Nous sommes attristés de voir les quelques milliers de morts causés par les attentats du 11 septembre aux États-Unis, mais devant les dizaines de milliers de morts dus à l'avortement chaque année, notre réaction n'a plus la même vigueur.

Quelle tristesse et quelle aberration dans les pensées et gestes de notre vie moderne. Ma fille de 11 ans a besoin de services d'orthodontie, non pour l'esthétisme, mais plutôt pour contrer les aspects médicaux reliés à sa condition. Je pensais que la RAMQ assurait ce traitement et que je n'avais qu'à présenter la carte Soleil à l'orthodontiste. Quelle naïveté de ma part! Mon assurance privée ne couvre pas évidemment ce genre de soins.

Je ne doute pas qu'il y ait certains cas où l'avortement peut s'appliquer, mais de le généraliser publiquement dans son application et au risque de banaliser cet acte de mort, je trouve cela inquiétant. Nous respectons avec raison les morts des attentats. Qu'en est-il des innocents à naître? Je pense que la société devrait plutôt investir dans la vie. Investissons dans l'avenir. Peut-être que la mort de l'être non désiré est plus payante; personne n'aura à lui fournir de services sociaux plus tard.

M^{me} Maltais, vous dites que c'est une question d'équité et d'accessibilité. Que pensez-vous des soins d'orthodontie dont ont besoin des enfants pour éviter de futurs problèmes médicaux pouvant survenir dans leur vie? C'est de leur santé dont il s'agit ici, ne trouvez-vous pas? Suggestions aux décideurs concernés: édifier la famille en augmentant les allocations familiales; valoriser le travail de la mère au foyer; encourager la natalité au Québec.

La société en sortirait gagnante à long terme. Cessons de voir les choses à court terme et prenons conscience que les décisions égocentriques pour répondre à une pression individuelle ou d'un groupe ne mènent éventuellement qu'à l'auto-destruction et à la mort.

François Corriveau
Sainte-Foy

Cessons de monter des bateaux

Pour séduire le plus grand éventail d'électeurs en vue du 4 novembre, les candidats aux élections municipales disent vraiment parfois n'importe quoi. Comme de suggérer de créer un service de traversier pour vélos entre Québec et Lévis, comme le fait Jean Garon, aspirant à la mairie de Lévis.

Il est vrai que les pistes cyclables aménagées des deux côtés du fleuve Saint-Laurent sont magnifiques et qu'elles représentent un attrait et un potentiel de développement intéressant, tant pour les villes de Lévis et de Québec. Si aucun lien existait pour relier les deux réseaux cyclables, il serait impérieux d'en inventer et d'en mettre un sur pied pour unir les deux pistes.

Mais ce lien existe déjà dans la région. Deux fois plutôt qu'une. Dans le secteur ouest, avec le Pont de Québec. Dans le secteur est, avec le traversier qui assure une navette à toutes les 20 minutes aux périodes de pointe, et à la demie de l'heure le reste de la journée.

Où est donc la pertinence d'investir et de mobiliser des énergies et des ressources pour qu'un autre traversier assume une navette entre les deux rives, quelques kilomètres plus loin? Pour éviter qu'une poignée de cyclistes aient le

vertige en traversant le pont de Québec? C'est ridicule! Ce n'est pas sérieux. Et l'hiver, un pont de glace peut-être?

Ceux qui sont mal à l'aise de passer le pont à vélo peuvent pédaler jusqu'au traversier existant. Un traversier, qui notons-le, est loin d'être bondé et qui a grandement besoin des cyclistes pour se rentabiliser. Un traversier qu'un rapport gouvernemental suggérait d'ailleurs, il y a quelques années, de limiter aux piétons, faute d'automobiles en nombre suffisant. Est-ce que le maire Garon veut avec son projet accélérer la réduction des services offerts par la Société des traversiers du Québec pour justifier un autre de ses projets, la construction d'un lien sous-fluvial?

Il faudrait trop de coups de pédales pour accéder à la traversée Lévis-Québec pour les résidents de l'ouest de la ville? Plusieurs espaces de stationnement ont été prévus aux abords de la piste cyclable des Anses. Que les cyclistes les utilisent en attendant d'attendre la forme qui leur permettra de rouler sur deux roues pendant plusieurs kilomètres.

Pour satisfaire un grand nombre d'électeurs, les prétendants à la mairie auraient tout intérêt à élaborer davantage de propositions sur le transport en commun. Un service

bien développé, utile 12 mois par année, et non quelques mois durant la saison du vélo, devrait être une priorité.

Il apparaît plus urgent à court terme de doter la Rive-Sud et la Rive-Nord d'un réseau de transport coordonné, pour que la circulation entre les deux villes se fasse plus efficacement et plus rapidement pour les centaines de travailleurs et d'étudiants qui vont quotidiennement d'une rive à l'autre.

Le projet de transport entre les deux rives traîne depuis des années et on ne voit pas le jour où il se concrétisera enfin. Avec la création prochaine de la Communauté métropolitaine de Québec, qui regroupe la Rive-Nord et la Rive-Sud, l'occasion est pourtant belle d'activer le dossier.

Ceux et celles qui aspirent à diriger la ville doivent faire connaître leurs intentions. Les citoyens trouveraient sûrement intéressant d'apprendre comment ils comptent défendre les intérêts de la Rive-Sud lorsqu'ils se retrouveront avec leurs homologues de Québec pour discuter de transport en commun. Ils aimeraient sûrement savoir aussi comment les élus comptent récupérer les 30 \$ de droits d'immatriculation que les automobilistes lévisiens versent pour le transport en commun, mais qui servent en grande partie à financer la STCUQ. Il y a donc suffisamment de quoi plancher sans lancer un projet de traversier pour vélos.



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

Bush et Chrétien, un mois après

C'est un cliché de dire que les attentats du 11 septembre ont changé le monde. Mais la crise a aussi changé nos dirigeants politiques, pour le meilleur et pour le pire...

En regardant la conférence de presse de George W. Bush, jeudi soir à la télévision, le remords m'a pris de m'être un peu amusé de ses manières de rustre au Sommet des Amériques. *Mea culpa!* Quel grand président avais-je jeudi soir devant les yeux, meilleur que son père, plus solide que Bill Clinton. En 50 minutes, George junior a démontré à quel point la fonction et les événements peuvent grandir les leaders.

Rappelez-vous. Il y a un an exactement, Bush et Al Gore débattaient de politique étrangère. « Débat » est un bien grand mot d'ailleurs puisque les deux candidats à la présidence des États-Unis s'entendaient pour ne rien dire de la crise qui secouait le Moyen-Orient, déjà! La visite d'Ariel Sharon au Temple de Jérusalem avait encore une fois mis la région à feu et à sang et il allait bientôt être élu à la tête du gouvernement israélien. En ce temps-là, l'Amérique se lavait les mains...

L'élection de George W. Bush se fit ensuite sur un interminable recomptage judiciaire, minant pour toujours, croyait-on alors, sa crédibilité de chef d'État. D'ailleurs, rappelez-vous encore sa première grande conférence internationale. C'était à Québec, en avril dernier. Le jeune George Bush avait l'air d'un débutant. Et Jean Chrétien, doyen et hôte du Sommet des Amériques, se

vantait de guider ses premiers pas sur la scène internationale.

Aujourd'hui, les rôles sont inversés. C'est le président des États-Unis qui passe les commandes. Et le premier ministre du Canada qui exécute! En un mois, un leader à la John Kennedy est apparu à Washington. Et un premier ministre qui avait élevé l'inaction au rang de principe de gouvernement à Ottawa, est soudain dépassé.

Souvenez-vous encore de ce matin du 11 septembre: le président des États-Unis visitait une école secondaire dans le sud du pays lorsque l'un de ses conseillers se pencha vers lui, lui murmurant quelque chose à l'oreille. On n'oubliera jamais le désarroi qui apparut alors sur son visage. Puis, au fil des jours, son côté un peu rustre refit surface, en particulier lorsqu'il évoqua les vieilles bandes dessinées où des chasseurs de primes se lançaient à la poursuite des criminels. « Mort ou vif », ce n'était pas son meilleur moment.

Jeudi soir, seul devant les journalistes accrédités à la Maison-Blanche, en direct à la télévision, George W. Bush a passé son examen de chef d'État. Tour à tour déterminé mais prêt au compromis, rassurant mais réaliste face au danger, le mot juste et le langage élégant, Junior avait trouvé la mesure d'un président des



Michel Västel
Mvastel@lesoleil.com

États-Unis. En un peu plus de neuf mois!

Quel contraste avec un premier ministre du Canada qui vieillit mal. Souvenez-vous l'année 1993: Jean Chrétien personnifiait l'expérience du vieux capitaine qui ne se laisse pas démonter par les pires tempêtes et ramène tranquillement le navire au port. C'était le thème de sa campagne d'ailleurs. Pour un homme qui, deux ans plus

tôt, au moment du déclenchement de la guerre du Golfe, voulait bien envoyer des troupes à la guerre à condition qu'elles ne soient pas exposées au feu de l'ennemi, c'était toute une métamorphose.

En janvier 1994, à sa première sortie internationale en Europe, à l'occasion d'un sommet de l'OTAN et en pleine crise yougoslave, le nouveau premier ministre du Canada s'en était sorti honnêtement, un peu gauche sans être maladroit, assez informé sans toutefois dominer sa matière, à l'aise avec François Mitterrand ou Bill Clinton sans avoir l'air trop familier. Il n'y avait rien à redire, ni rien à en dire non plus...

Sept ans plus tard, le même premier ministre a l'air complètement dépassé par les événements. Dans un premier temps, ébranlé par l'horreur des catastrophes qui survenaient aux États-Unis, il en manqua complètement la portée internationale et se comporta comme si le Canada ne subirait

pas le contrecoup de la vague de terrorisme qui déferlait sur les États-Unis. Rappelez-vous: la crise économique ne nous atteindrait pas, nos mesures de sécurité étaient adéquates, « Don't worry, be happy », semblait dire Jean Chrétien.

Quatre semaines plus tard, l'alerte aux attaques biologiques ou chimiques est déclenchée, les ministres se housculent aux podiums des conférences de presse pour annoncer toutes sortes de mesures de renforcement de la sécurité, le tiers de la flotte canadienne est en route pour le théâtre des opérations. Et où est le premier ministre?

Les vacances parlementaires ne l'obligeant pas à rendre des comptes aux Canadiens, le chef du gouvernement s'est contenté d'une courte déclaration télévisée dimanche — n'acceptant aucune question des journalistes —, puis s'est transformé en courant d'air. Lundi, c'est son ministre de la Défense nationale qui informait le pays de son engagement militaire. Mardi, c'est le ministre des Affaires étrangères qui annonçait une opération de 280 millions \$ pour renforcer la sécurité. Depuis, les ministres défilent les uns après les autres devant les micros.

En regardant George W. Bush jeudi soir, je me suis demandé si Jean Chrétien serait capable de faire face au pays avec la même assurance et la même éloquence. Se poser la question, c'est y répondre. L'image du vieux capitaine a disparu. Le leader, il est à Washington maintenant. Et le matelot désemparé, il se cache à Ottawa.

Le 11 septembre aura aussi changé les chefs. Certains pour le meilleur. D'autres pour le pire...

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE PAYS

Des institutions vigoureuses fondées en réaction à la violence

(Les attentats du 11 septembre et la riposte des pays de l'OTAN sont susceptibles d'avoir des impacts importants sur la mondialisation des marchés. À l'invitation du SOLEIL, le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, nous livre ses premières réflexions sur les conséquences prévisibles et l'attitude à adopter.)

Pierre S. Pettigrew

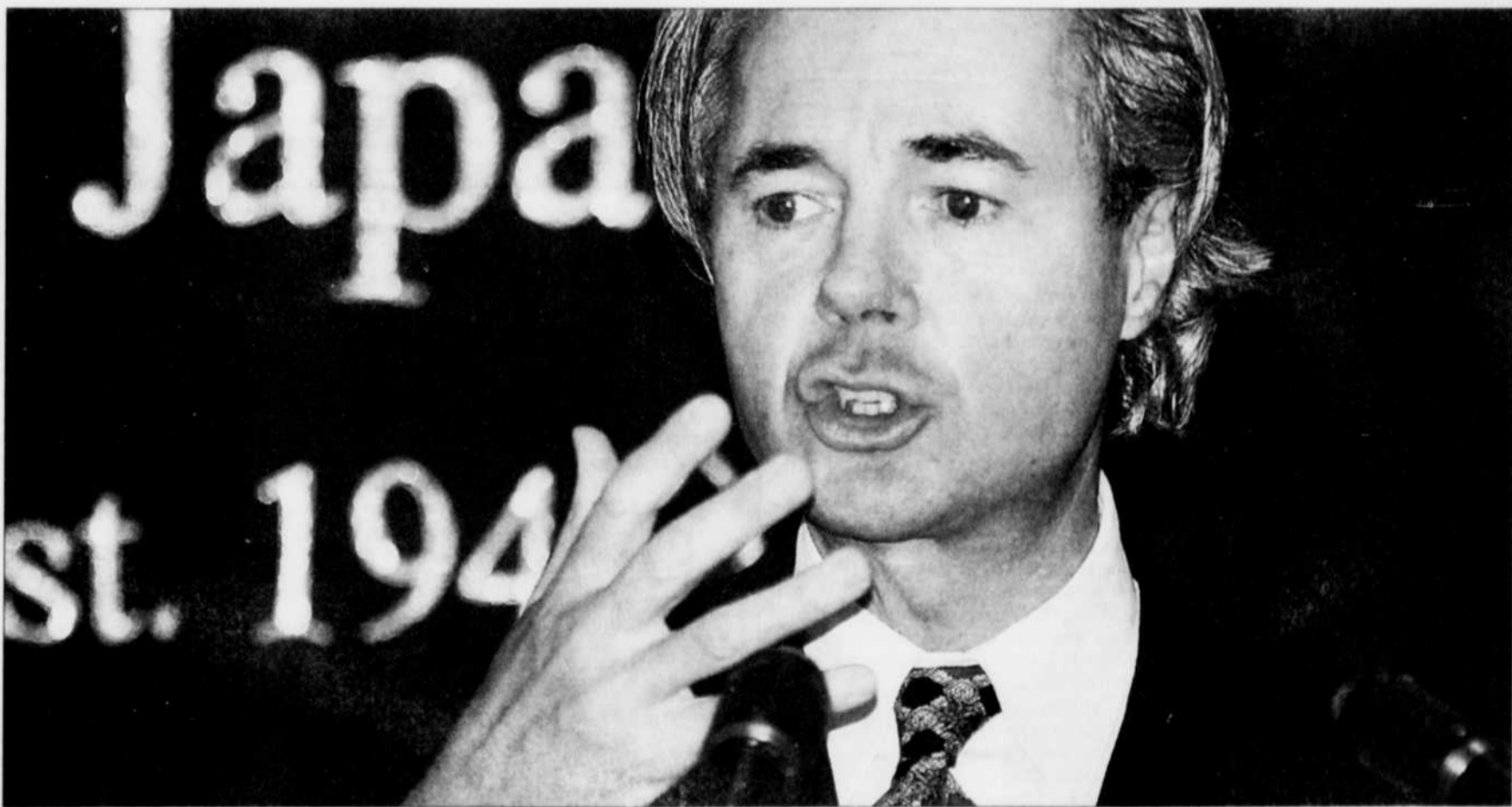
Ministre du Commerce international du Canada

La participation du Canada aux affaires mondiales se caractérise par l'attachement de notre pays à la mise en place d'un système juste et équitable qui façonne l'ordre international. Ce système, géré en grande partie grâce à des institutions internationales solides et crédibles, tire sa force du courage dont les pays membres font preuve lorsqu'il s'agit de surmonter les difficultés, de faire des compromis, de parler des différences plutôt que de se quereller à leur sujet.

Les récents attentats contre le World Trade Center et le Pentagone constituent des attaques directes contre ces valeurs et ces façons de faire; en cela, ils représentent l'antithèse de notre vision mondiale juste. Paradoxalement, ces attaques surviennent précisément au moment où cette vision est plus largement partagée que jamais. La chute du mur de Berlin et, avec elle, d'une grande partie des derniers vestiges de l'idéologie communiste a marqué le début d'une tendance vers un stade où, clairement, la logique de l'adhésion à l'ordre mondial a fermement pris pied dans le monde entier. L'acceptation longtemps recherchée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce et les efforts déployés par la Russie pour lui emboîter le pas sont des exemples plus récents, mais tout aussi saisissants de cette tendance.

La liberté, la démocratie, les règles, le développement, la vitalité économique: voilà ce que les terroristes ont attaqué. Ces actes honteux avaient pour but de désorganiser notre ordre mondial, de semer l'incertitude et le doute dans notre esprit, de pénétrer dans les fondations mêmes de nos sociétés et institutions.

Mais nos institutions sont vigoureuses parce que leurs fondations ont été construites en grande partie en réaction à la guerre et à la violence. Les accords commerciaux multilatéraux, par exemple, ont d'abord été adoptés après la Seconde Guerre mondiale grâce à la sagesse de ceux qui ont compris la pertinence de resserrer l'interdépendance économique pour accroître de manière incommensurable les perspectives de paix à plus long terme. La contribution européenne à cet ordre mondial a été particulièrement spectaculaire et fructueuse. Et cette évolution se poursuit. De ce côté-ci de l'Atlantique, la décision prise en avril 2001 par les dirigeants des Amériques d'inclure une clause démocratique dans leur accord hémisphérique a marqué une réalisation no-



Les échanges commerciaux ont fait leurs preuves comme antidote à la guerre, souligne le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew. Appliqués aux pays en voie de développement, ces échanges devraient avoir les mêmes effets sur le terrorisme, avance-t-il.

vatrice dans l'histoire des relations internationales.

Les guerres occupant une si grande place dans notre histoire collective, nous sommes, d'une certaine façon, fortifiés psychologiquement contre la terreur, vaccinés contre sa propagande. Mais nous sommes humains aussi. La violence nous secoue toujours et nous amène fréquemment à réévaluer, à hésiter. Dans des moments comme celui que nous vivons actuellement, il est impérieux de réaffirmer vigoureusement que nous ne permettrons pas qu'un processus de 55 ans de compromis et d'évolution pacifique soit stoppé ou mis à mal par une journée de violence.

POURPARLERS COMMERCIAUX

Les ministres du Commerce du monde jouent un rôle crucial quand vient le temps de réaffirmer la confiance dans l'ordre mondial et les institutions mondiales, parce que le commerce sous-tend une très grande partie des progrès réalisés dans le monde au chapitre des objectifs sociaux. Voilà pourquoi je demande si instamment à mes collègues du monde entier de poursuivre leurs projets en vue de lancer un nouveau cycle de pourparlers commerciaux mondiaux aux réunions de l'Organisation mondiale du commerce à Doha, au Qatar, le mois prochain.

Ce cycle de pourparlers doit jeter un regard à la fois vers l'avenir et vers le passé. Un de ses buts clés consiste à assurer que le dernier cycle atteigne bel et bien ses objectifs: en d'autres termes, il s'agit de veiller à ce que les pays en développement puissent ré-

colter pleinement les avantages de leur appartenance à l'OMC.

Ce cycle répondra aux besoins manifestes du Sud, aux fortes attentes du Nord et aux meilleurs espoirs de chacun de nous. Le terrorisme et la haine plongent leurs plus fortes racines dans un sol pauvre. Le développement économique et social des pays les plus pauvres du monde contribuera à éroder l'absence d'espoir qui peut engendrer de la haine et des terroristes. À ce

titre, l'ordre commercial mondial est une composante essentielle de la réduction de la pauvreté dans le monde et du renforcement de notre sécurité. Les avantages du commerce pour les pays en développement ont été démontrés. Des recherches récentes ont mis en évidence que les pays en développement ayant des économies ouvertes ont connu, dans les années 70 et 80, six fois la croissance économique de leurs contemporains aux marchés fermés. Cela signifie qu'ils rattrapent les pays riches tandis que ceux dont les marchés demeurent fermés perdent encore plus de terrain. C'est pour cette raison que les dirigeants chinois ont salué la récente acceptation à l'OMC et que les Russes s'efforcent d'y adhérer.

ÉCHANGES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Plus près de chez nous, au lendemain du 11 septembre, le libre mouvement des échanges commerciaux entre le Ca-

nada et les États-Unis — les rapports commerciaux les plus importants et les plus fructueux du monde — revêt encore plus d'importance. Ces rapports sont importants pour nos deux économies: les échanges commerciaux par-delà notre frontière avoisinent les 2 milliards de dollars par jour. En réalité, plus de 80% de nos échanges commerciaux se font avec les États-Unis et plus de 25% des exportations américaines sont dirigées vers le Canada. C'est pourquoi

le Canada a déjà apporté, à la frontière, des changements d'ordre administratif qui visent à protéger nos citoyens tout en facilitant les courants commerciaux. Par exemple, du nouveau personnel a été ajouté et de nouvelles voies ont été ouvertes. C'est là une infrastructure physique à laquelle les Canadiens pensent rarement, voire pas du tout, mais c'est en prenant appui sur elle que nous avons édifié des rapports commerciaux considérables et bénéfiques.

Les répercussions des événements du 11 septembre sur l'économie canadienne sont encore difficiles à évaluer. Les entreprises tributaires de livraisons juste-à-temps ont certainement été les plus vulnérables et les secteurs du transport aérien, du tourisme d'accueil et des services de communication assistent à une diminution de la demande, du moins temporairement. Nous prévoyons que les volumes du commerce, s'ils sont encore en baisse, se redresseront et que nos rapports économiques

reviendront à la normale — bien ce que ce soit une nouvelle normale.

Une partie de ce retour à la normale devrait comporter non seulement une réaffirmation de nos institutions, mais aussi des valeurs qui les soutiennent. Le terrorisme, dans le meilleur des cas, est une antiphiosophie, et du pur nihilisme dans la pire des hypothèses. La plupart du temps, ses véritables intentions sont très difficiles à discerner.

La vision qu'a le Canada de son rôle dans le monde est claire. Nos actions se fondent sur une philosophie libérale-démocrate dotée d'un sens optimiste du progrès et encadrée par une croyance à la primauté du droit. Bien qu'il n'existe aucune solution de rechange évidente à cette philosophie, il faut continuer à en faire valoir les mérites auprès de chaque génération.

La libéralisation du commerce est un élément stratégique essentiel à tout pays qui souhaite aller de l'avant et devenir à la fois prospère et libre. Mais elle n'est pas parfaite. Elle ne guérira pas tous les maux du monde et elle a constamment besoin de renouveau et d'innovation.

Le Canada et les États-Unis ont fait preuve d'un esprit œcuménique remarquable ces dernières semaines, ouvrant de concert pour souligner et magnifier les éléments qu'ils ont en commun. Nous travaillons afin de surmonter le doute et la peur que ces attaques ont suscités. Et je crois que nos valeurs définissent la façon dont nos institutions internationales doivent coopérer et tisser des liens encore plus fermes en des temps difficiles.

La violence nous secoue et nous amène à hésiter

l'Université Laval

AU CŒUR DE VOTRE QUOTIDIEN

UNIVERSITÉ
LAVAL
Fondéeur: Québec, 1675 & 1868

GLOIRES DE L'ESCOLLE

L'Université honorerait quatre de ses diplômés le 18 octobre

Pour sa 50^e édition, la remise des médailles «Gloire de l'Escolle» de l'Association des diplômés de l'Université Laval revêtira un caractère tout à fait spécial. Pour la première fois de son histoire, la cérémonie sera en effet tenue à l'extérieur du campus, dans la Chapelle du Séminaire de Québec, le jeudi 18 octobre, à 18 h, et elle sera marquée d'un appareil inégalé à ce jour.

Les récipiendaires 2001 de la plus importante distinction accordée à un diplômé de l'Université sont: Lucien Bouchard (Droit), ancien premier ministre du Québec, Édith Blais (Éducation), cofondatrice de la maison de Lauberivière, Guy Saint-Pierre (Génie civil), président du conseil d'administration du groupe SNC-Lavalin inc., et Charles Pelletier (Sciences commerciales et sciences comptables), associé de la firme Ernst & Young et professeur émérite de l'Université Laval.

Lucien Bouchard, qui a été premier ministre du Québec de janvier 1996 à janvier 2001, a exercé sa profession d'avocat en cabinet privé, à Chicoutimi, pendant plus de 20 ans. Il a été par la suite ambassadeur du Canada en France (1985), secrétaire d'État du Canada (1988), ministre dans le gouvernement Mulroney, puis chef et président du Bloc québécois à Ottawa. Il a quitté la vie politique active en janvier 2001 pour revenir à ses premières activités professionnelles et s'associer à l'étude juridique Davis, Ward, Philips & Wineberg de Montréal.

Sœur Édith Blais, membre de la communauté des Sœurs de saint Joseph, a consacré sa vie à l'éducation, comme enseignante et directrice d'école, avant de fonder, en 1982, la Maison de Lauberivière, à Québec, qui vient en aide aux personnes démunies et itinérantes en leur offrant des services de repas et d'hébergement, de thérapie en toxicomanie, de dégrèvement et de réinsertion sociale avec programme scolaire. Édith Blais a quitté l'œuvre en 1999 pour donner du temps à sa communauté.

Guy Saint-Pierre, ingénieur de formation, a été ministre de l'Éducation du Québec de 1970 à 1972, et ministre de l'Industrie et du Commerce de 1972 à 1976. En 1977, il se joint à l'entreprise John Labatt Ltée, où il occupe, jusqu'en 1989, différents postes de direction et trouve l'occasion d'exploiter et mettre en valeur ses talents de gestionnaire. Il siège aujourd'hui au conseil d'administration de plusieurs sociétés, notamment General Motors du Canada, Alcan, Bell Canada et la Banque Royale du Canada.

Charles Pelletier a mené de front une carrière exceptionnelle dans le domaine de l'enseignement et de la comptabilité publique. Professeur de fiscalité et d'économie à l'Université Laval dès 1959, il a également agi à titre de consultant en fiscalité, achat et vente d'entreprises, évaluation d'entreprises, litiges et auprès de sociétés de services financiers et d'assurance. Il a œuvré à la Banque du Canada et est, depuis 1999, membre du comité directeur de la Chaire Investors en planification personnelle à l'Université Laval.

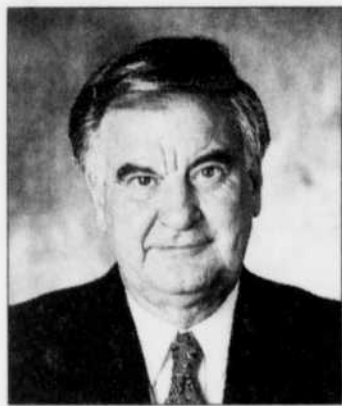
Tous les diplômés et amis de l'Université Laval sont conviés à cette soirée exceptionnelle. Les cartes doivent être réservées, au coût de 50 \$ pour les membres partenaires et à vie de l'ADUL ou 75 \$ pour les autres, en communiquant avec l'ADUL au numéro (418) 656-3242.



Lucien Bouchard



Édith Blais



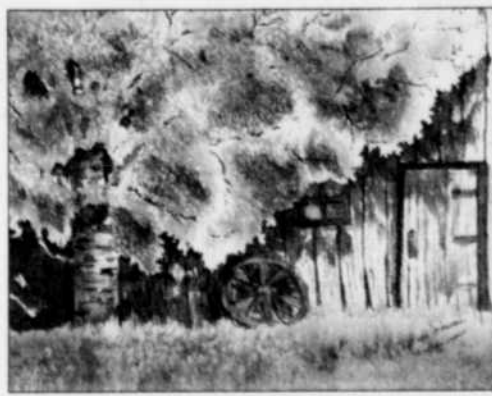
Guy Saint-Pierre



Charles Pelletier

Retrouvailles en arts

Dans le cadre de ses Retrouvailles annuelles, l'Association des diplômés de l'Université Laval (ADUL) présente l'exposition «Des retrouvailles en arts», du 10 au 22 octobre à la Salle d'exposition du pavillon Alphonse-Desjardins. Cette exposition souligne le talent des diplômés et diplômées de l'Université en présentant les réalisations artistiques des promotions des années 1996, 1981, 1976 et 1971: une quarantaine d'œuvres de plusieurs styles et médiums, produites par six artistes issus de différents programmes d'études. Les heures d'ouverture sont de 9 h à 17 h du lundi au vendredi, de 12 h à 17 h le samedi 13 octobre, de 12 h à 20 h le samedi 20 octobre et de 12 h à 17 h les dimanches 14 et 21 octobre.



Un automne immense, aquarelle de Marie Morneau.



Œuvre de Mario Bergeron, professeur à l'École des arts visuels

Médiatique

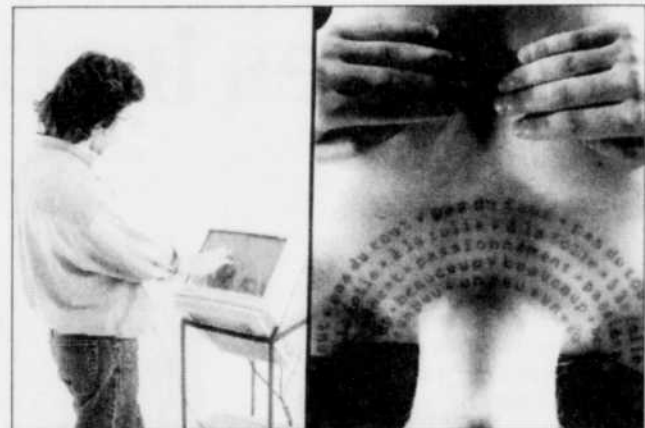
La Galerie des arts visuels accueille un collectif d'artistes expérimentant les nouvelles technologies

La Galerie des arts visuels de l'Université Laval accueille, jusqu'au 28 octobre, l'exposition «Je pense parce que je sens» qui regroupe, à l'initiative du commissaire indépendant Serge Légaré, les œuvres de six artistes chevronnés dont les pratiques très diverses ont pour dénominateur commun l'exploitation des nouvelles technologies. «Le titre de l'exposition vise à redonner force de loi à la faculté humaine du sentir qui définit l'essence de l'esthétique dans la pensée artistique, même quand cette dernière fait appel aux technologies numériques, fait valoir le texte de présentation de l'événement. À la mise en branle des fonctions multisensorielles, visuelle, tactile et sonore, s'ajoutent ici la sollicitation des actions motrices du spectateur qui devient un agent important dans la constitution des œuvres présentées, car la majorité de celles-ci ont été créées sous le sceau de l'interactivité.»

Avec *Snow Mobile*, Éric Gagnon, de Québec, situe le spectateur-acteur au cœur d'un dispositif spatial enveloppant où la saisie de ses mouvements en temps réel par une caméra, influe sur la formation d'une animation picturale tout en fluidité reconstruite à chaque instant numériquement par la projection d'un canon vidéo sur un écran de plexiglas. Mario Bergeron, également de Québec, propose une œuvre intitulée *Pause* dans laquelle une animation par ordinateur bombarde des impressions numériques grand format. Le visiteur se trouve confronté alors à une démultiplication kaléidoscopique d'une seule photographie numérique qui a servi d'image-source tant pour ses variations imprimées que pour les séquences disloquées et redondantes qui s'y télescopent.

Dans *Zones franches*, un dispositif multimédia, l'artiste mont-réalais Jean Dubois convie le spectateur à une rencontre intime avec un corps féminin virtuel et sa mémoire par le déplacement du doigt sur un écran tactile. Par l'entremise d'une quasi-sensibilité, l'œuvre explore la médiation technologique des relations interpersonnelles. Marie-Christiane Mathieu, de Montréal, s'intéresse quant à elle à l'hybridation de deux types d'images virtuelles: l'holographique et le numérique. Son œuvre intitulée *Soupe* utilise un bol holographique dans lequel l'utilisateur, par la manipulation d'une souris, a le loisir de faire apparaître ce qu'elle contient jusqu'à saturation.

Robert Saucier, né au Nouveau-Brunswick, présente *Still Can't Fly*, une œuvre comportant détecteurs de présence, contrôles électroniques et



Jean Dubois, Zones franches, dispositif multimédia



Robert Saucier, Still Can't Fly.

lecteur CD. Cette installation robotique plonge le spectateur dans une relation avec une voiture aux déplacements tellement lents qu'exaspérants, pendant qu'un enregistrement sonore relate des événements qui ont fait la manchette d'un journal depuis 1951. Finalement, avec *Somewhat Symmetrical Systems*, un triptyque de photographies grand format traité numériquement, Lynn Hughes, originaire de Vancouver, soutient une réflexion sur l'incidence de la technologie sur l'identité humaine. Ses imposantes impressions numériques de jumelles brouillent les frontières entre les polarités binaires du même et de son double tout en invitant subtilement le spectateur à réfléchir sur les identités sexuelles marginalisées, l'autoérotisme, les relations entre même sexe, voire sur l'inceste.

À l'exception d'Éric Gagnon qui est chercheur à la Bande Vidéo de Québec, tous les artistes enseignent les arts plastiques et médiatiques dans des universités québécoises, soit à l'Université Laval (Bergeron) à l'Université Concordia (Hughes) et à l'UQAM (Dubois, Mathieu et Saucier). L'exposition «Je pense parce que je sens» bénéficie du support financier du Conseil des arts et des lettres du Québec, du VI^e Congrès mondial de l'Association internationale de sémiotique visuelle et de l'École des arts visuels de l'Université Laval. Cette exposition est complémentaire au colloque «Plasticité, sémiotique et nouvelles technologies», organisé par Serge Légaré, un événement qui se déroulera le 16 octobre à Québec dans le cadre du Congrès mondial de l'AISSV qui se tient du 15 au 21 octobre. La Galerie des arts visuels est située dans l'Édifice La Fabrique, au 255, boulevard Charest Est.

Du visuel au postvisuel

C'est sur le thème «Le visuel à l'ère du post-visuel» que se tiendra, du 14 au 21 octobre, au YMCA Vieux-Québec, le 6^e Congrès mondial de l'Association internationale de sémiotique visuelle (AISV). Marie Carani, professeure au Département d'histoire et membre du CELAT, est présidente du Comité organisateur de cet événement qui a lieu pour la première fois en Amérique du Nord.

Le congrès de l'AISSV a pour objectif de faire le point sur la situation incertaine du domaine «visuel» face à la nouvelle révolution «postvisuelle» qui a été engendrée ces dernières années dans l'univers «mass-médiatique» actuel sous l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication visuelles. Deux conférences publiques seront données au Musée du Québec, dans le cadre du congrès: «Regards sur Le Caravage», avec François-Marc Gagnon (Université de Montréal), le dimanche 14 octobre, de 14 h à 15 h 30, et «Hergé ou l'épaisseur des images plates», avec Pierre Fresnault-Deruelle (Université Paris 1), le mercredi 17 octobre, de 19 h 30 à 20 h 45.



Les œuvres de Hergé et du Caravage feront l'objet de conférences publiques au Musée du Québec.



Le Caravage, Bacchus, Galerie des Offices, Florence

Campus express

UN GUIDE PAS COMME LES AUTRES

Édité par Denis Pelletier, professeur associé à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, *Le Guide de l'emploi* est devenu, au fil des ans, non seulement une importante «carte de visite» pour les entreprises désireuses de se faire connaître auprès des futurs diplômés et diplômées, mais également un indispensable ouvrage de consultation pour les chercheurs et les chercheuses d'emploi.

Même les conseillers et les conseillères en emploi du Service de placement de l'Université Laval s'en servent comme outil de référence. «L'ouvrage est consulté lors de la préparation de formations spécialisées pour les étudiants d'un domaine précis, explique Dominique Bernard, coordonnatrice des communications au Service de placement. Par exemple, lorsque des étudiants en consommation se regroupent pour assister à une formation sur le marché du travail, les conseillers peuvent leur dresser un portrait de ce secteur d'emploi, des compétences attendues ainsi que des perspectives d'avenir. Les conseillers y font aussi appel pour comparer leurs idées concernant une tendance du marché de l'emploi.» Le *Guide* est pareillement remis, entre autres, aux participants inscrits à la formation «Stratégie de recherche d'emploi» et à chaque diplômé «avec expérience» qui rencontre un conseiller ou une conseillère en emploi lors d'une entrevue individuelle.

Le *Guide de l'emploi*, édition 2002, un monumental bouquin de quelque 450 pages, porte son regard sur 26 secteurs d'activité économique, sur l'emploi dans les régions, sur les grands chantiers au Québec et présente des dossiers spéciaux sur le recrutement massif de la fonction publique québécoise et sur la main-d'œuvre recherchée en santé et services sociaux.



CONCERT DES RETROUVAILLES

L'Association des diplômés de l'Université Laval, en collaboration avec la Faculté de musique, présente un concert de l'Orchestre d'harmonie de la Faculté de musique (direction: René Joly) à l'occasion de ses Retrouvailles annuelles, le dimanche 14 octobre, à 11 h, dans la salle Henri-Gagnon. Des laissez-passer gratuits sont disponibles au secrétariat de la Faculté, au local 3312 du pavillon Louis-Jacques-Casault. Au programme de ce concert, des œuvres de Kees Vlak, Mandred Schneider, Aldridge Percy Grainger et Jan van der Roost.

LES TREIZE: SUSPENSE ET MYSTÈRE

La troupe de théâtre Les Treize présente *Un ami...imprévu*, une adaptation de Robert Thomas d'après une œuvre d'Agatha Christie. La version originale de cette comédie à suspense, *The Unexpected Guest*, a d'ailleurs connu un grand succès lors de sa première présentation en Angleterre. Les représentations auront lieu à l'amphithéâtre Hydro-Québec du pavillon Alphonse-Desjardins, les 25, 26 et 27 octobre, à 20 h. Les billets sont en prévente au Service des activités socioculturelles, bureau 2344, pavillon Alphonse-Desjardins, au coût de 8 \$ (10 \$ à l'entrée). L'action de la pièce se déroule dans le salon d'une riche famille anglaise. L'arrivée imprévue d'un voyageur sur les lieux d'un meurtre vient chambarder les plans du présumé assassin et des autres habitants de la maison. Après tout, ce crime n'est peut-être pas ce que l'on croit. Fausses preuves, alibis, alliances et manipulations tissent la toile d'un suspense chaotique où l'on préfère souvent clamer sa culpabilité plutôt que son innocence. *Un ami...imprévu* est la seule production présentée par la troupe Les Treize cet automne.

CHRONIQUES DE L'ABSURDE ET DE L'IRONIE

L'Association des étudiants et des étudiantes de premier cycle en psychologie présente un tout premier spectacle d'humour, *Les chroniques communautaires*, au Théâtre de la Cité universitaire, le vendredi, 19 octobre à 20 h. Ce spectacle met en vedette Éric Raymond, Olivier Potvin et Mathieu Baril, trois étudiants qui ont séduit le public et provoqué l'hilarité générale lors des éditions 2000 et 2001 du spectacle de variétés *Psyshow*. Entièrement écrites et interprétées par les trois étudiants, ces caricatures intelligentes de différentes chroniques se déroulent dans l'ambiance sérieuse et chaleureuse d'un studio de télévision communautaire. Différents personnages y animent des chroniques sur des sujets aussi variés que la beauté, le jardinage, la politique et la science. Ces chroniques mèneront le public aux limites de l'absurde et de l'ironie. La musique est à l'honneur pour la première partie du spectacle avec Valérie Brochu au violon, et Sarah-Catherine Magny à la voix et à la guitare sèche. Les billets sont en prévente au coût de 5 \$ au Service des activités socioculturelles (SASC), bureau 2344, pavillon Alphonse-Desjardins, et au Centre de documentation en psychologie, local 038, pavillon Félix-Antoine Savard (6 \$ à la porte).



Les chroniques communautaires

CONCERT HOMMAGE À MARCEL MULE

La Faculté de musique présente un concert hommage à Marcel Mule, à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance. Ce concert sera présenté le jeudi 18 octobre, à 20 h, dans la salle Henri-Gagnon. Rémi Ménard, saxophoniste et Éric Paci, pianiste, seront les interprètes lors de cette soirée hommage dont l'entrée est libre. Professeur au Conservatoire national de musique de Paris de 1942 à 1968, Marcel Mule a joué en soliste avec les principaux orchestres du monde entier. Sa carrière a été un exemple pour de nombreux jeunes étudiants, au point que l'on peut dire que Marcel Mule est «le chef de l'école du saxophone classique». Élève de Marcel Mule, Rémi Ménard joue régulièrement en solo et avec divers ensembles de musique de chambre. Ses prestations sur scène ou à la radio sont fréquentes, tant au Canada qu'à l'étranger. Il enseigne, depuis 1977, le saxophone à la Faculté de musique. Éric Paci a donné à maintes reprises des récitals et des concerts au Canada et aux États-Unis. Il est accompagnateur à la Faculté de musique depuis 1971.



Marcel Mule



UNE SUBSTANCE TOXIQUE DANS LA MIRE

L'étau se resserre autour du fumarylacétoacétate, responsable de la tyrosinémie héréditaire

Rossana Jorquera et Robert Tanguay, de la Faculté de médecine, viennent de faire avancer d'un autre pas la recherche sur la tyrosinémie héréditaire. Dans un récent numéro de la revue scientifique *Human Molecular Genetics*, les deux chercheurs démontrent que la substance toxique qui s'accumule dans le foie des personnes atteintes, le fumarylacétoacétate (FAA), a des répercussions, même à faibles doses, sur des étapes cruciales de la division cellulaire. À long terme, ces perturbations pourraient entraîner des cancers du foie, avancent-ils. Près de 40 % des enfants atteints de tyrosinémie auront un cancer du foie avant l'âge adulte.

L'accumulation de FAA est causée par le mauvais fonctionnement d'une enzyme, la fumarylacétoacétate hydrolase (FAH), qui devrait normalement dégrader cette substance en composés inoffensifs. Cette enzyme est impliquée dans le sentier métabolique de la tyrosine, un acide aminé présent dans notre alimentation. Jusqu'à présent, les seules solutions qui s'offraient aux enfants malades étaient la transplantation du foie ou, depuis le début des années 1990, la prise d'un médicament, le NTBC, utilisé à l'origine comme herbicide. «Ce produit n'est pas efficace à 100 % contre la maladie. De plus, comme nous ignorons ses effets



Robert Tanguay: «De plus en plus de gens qui ont eu des cas de tyrosinémie dans leur famille consultent avant d'avoir des enfants.»

secondaires à moyen et à long terme, il faut chercher des alternatives», explique Rossana Jorquera.

Bloquer le sentier

«Les résultats présentés dans notre dernier article font progresser les connaissances en recherche fondamentale sur

cette maladie, mais ils pourraient également contribuer à la mise au point de traitements pharmacologiques qui amélioreraient ou remplaceraient éventuellement le NTBC», poursuit la chercheuse. L'une des avenues considérées est l'utilisation d'inhibiteurs du sentier métabolique dans lequel intervient l'enzyme FAH afin de prévenir la synthèse du FAA. «Les produits de dégradation en amont du FAA dans le sentier métabolique sont moins toxiques que ce dernier et ils ne causent pas de cancers», explique-t-elle. L'autre avenue envisagée consiste à lier le FAA au glutathion, un composé naturel retrouvé, entre autres, en faibles doses dans les légumes de la famille du brocoli. «Presque tous les effets toxiques du FAA disparaissent lorsqu'il se lie au glutathion à l'intérieur des cellules. Il faudrait donc administrer ce produit sous une forme facilement assimilable par l'organisme pour compléter ou remplacer le traitement au NTBC.»

La tyrosinémie héréditaire frappe 1 enfant sur 16 000 au Québec et 1 sur 100 000 à travers le monde. Sa fréquence est particulièrement élevée dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean - 1 cas sur 1 850 naissances - en raison du relatif isolement qui a prévalu lors de la colonisation de cette région.

JEAN HAMANN

Une expertise recherchée

Des chercheurs de Laval amorcent une vaste étude sur la gestion des risques financiers de la dette publique du Québec

Un groupe de chercheurs de l'Université Laval, dirigé par Michel Gendron, professeur au Département de finance et assurance (Faculté des sciences de l'administration), a obtenu une subvention de recherche de 606 000 \$ de l'Institut de finance mathématique de Montréal (IFM2), pour un projet d'une durée de trois ans, intitulé «Gestion des risques financiers de la dette publique», qui sera réalisé en collaboration avec le ministre des Finances du Québec.

Afin de résoudre les problèmes complexes issus de la gestion des risques financiers, les chercheurs de l'Université Laval et du ministère des Finances du Québec ont amorcé d'étroites collaborations afin de lancer divers projets d'étude sur les risques financiers associés à la gestion de la dette gouvernementale. Le programme de recherche proposé s'articule autour de deux thèmes: la gestion du risque et la mesure de performance d'un portefeuille de dette, et l'évaluation du coût de la dette et de ses facteurs. «La Faculté des sciences de l'administration est fière que l'expertise de ses professeurs soit ainsi reconnue. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur des chercheurs de qualité qui travaillent sans cesse à faire avancer les connaissances dans le domaine de la finance mathématique», souligne Bernard Garnier, doyen de la FSA.

Outre Michel Gendron, neuf autres chercheurs participeront à la réalisation de ce projet: Marie-Claude Beaulieu, Jean-Claude Cosset et Van Son Lai, du



Luc St-Arnauld, directeur général de l'Institut de finance mathématique de Montréal, Daniel Leclair, vice-président Finances et chef des services financiers chez Hydro-Québec, Bernard Turgeon, sous-ministre adjoint au financement au ministère des Finances du Québec, Jean Turmel, président Banque des marchés financiers, placements et trésorerie, Banque nationale du Canada, Michel Gendron, professeur de la Faculté des sciences de l'administration, Marc J. Trudel, vice-recteur au développement de l'Université Laval, et Bernard Garnier, doyen de la Faculté des sciences de l'administration.

Département finance et assurance de la Faculté des sciences de l'administration, Christian Genest, du Département de mathématiques et de statistique de la Faculté des sciences et de génie, Steve Gordon, du Département d'économie de la Faculté des sciences sociales, Huu Tuè Huynh, du Département de génie électrique et génie informatique de la Faculté des sciences et génie, et Bernard

Lamond, du Département d'opérations et systèmes de décision de la Faculté des sciences de l'administration. Deux autres professeurs agissent également à titre de collaborateurs externes: Tom H. McCurdy, de l'Université de Toronto, et Leuan G. Morgan, de l'Université Queen's.

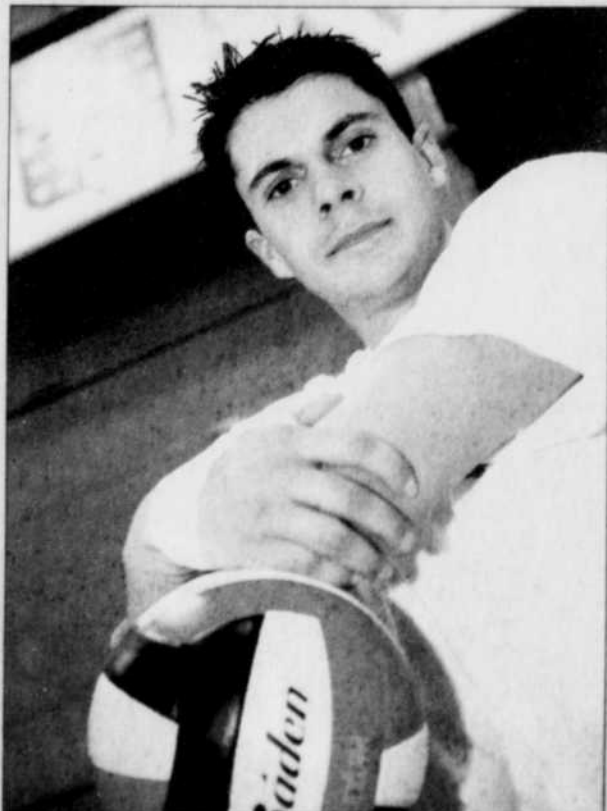
MANON ROBICHAUD

ROUGE ET OR

As attaquant

L'étudiant au baccalauréat en éducation physique Éric Lebreton entreprend sa cinquième et dernière saison comme porte-couleurs de l'équipe de volleyball masculine du Rouge et Or. Le 22 septembre, il recevait le titre d'athlète masculin par excellence lors du gala annuel de Volleyball Québec. Cette récompense venait couronner une année faste pour l'attaquant vedette originaire du Nouveau-Brunswick. En mars, il aide la formation de Laval à atteindre la finale du Championnat universitaire canadien pour la deuxième fois en trois ans. En mai, il entreprend une série de matchs internationaux après sa sélection au sein de l'équipe nationale de volleyball du Canada. Enfin en août, il se retrouve à Beijing, en Chine, lors des Jeux mondiaux universitaires.

En quatorze ans de pratique sportive intensive, l'as attaquant du Rouge et Or a joué dans chacune des provinces canadiennes ainsi que dans plusieurs pays, dont le Brésil, l'Espagne et le Japon. Cette vie axée sur l'international pourrait d'ailleurs se poursuivre dès l'an prochain puisque Éric Lebreton sera confronté au marché du travail. «Est-ce que je vais enseigner l'éducation physique ou me lancer dans le volleyball professionnel en Europe?, se demande-t-il. Présentement, il n'y a rien d'assuré de part et d'autre. Mais j'adore enseigner. J'ai aussi des prédécesseurs qui font carrière en Europe, comme François Bilodeau, un ancien du Rouge et Or.»



YVON LAROSE Éric Lebreton

LA seule façon
d'assister
au concert privé de

Claude Dubois

LE MARDI 6 NOVEMBRE 2001
À 20 H AU PALACE CABARET

Écoutez

